

Daniel Bensaïd

Congrès du PCF

Hermier et le « pôle de radicalité »

Face à l'approfondissement de la crise sociale et au délabrement patent de la droite gouvernementale, la possibilité (non la certitude) d'une victoire électorale de la gauche aux législatives de 1998 prend corps. Mais quelle gauche ? Dans quel état ? Et pour quoi faire ? La contribution de Guy Hermier au congrès du PCF invite à en discuter.

La perspective d'un gouvernement à majorité socialiste, dans un cadre de cohabitation avec Chirac, et chargé de remplir les critères de convergence européens à un an de la monnaie unique, est lourde de dangers. Au point que certains, aux sommets même du PS, s'en effraient déjà et iraient volontiers jusqu'à souhaiter une bonne petite défaite. En effet, une nouvelle expérience de gauche au gouvernement, prenant la relève d'une droite traditionnelle déconfitée, sans changer radicalement d'orientation politique et commencer à inverser les effets sociaux du chômage et de l'exclusion, signifierait, dans un contexte de crise européenne, un boulevard pour Le Pen.

Le défi concerne toutes les forces de gauche. Toutes doivent prendre leurs responsabilités.

La contribution de Guy Hermier aux débats du XXIX^e congrès du PCF (*L'Humanité* du 25 octobre) aborde ainsi les questions essentielles. Pour lui, le congrès devrait fournir l'occasion de « dépasser la fausse alternative entre le repli sur soi « identitaire », l'isolement et la reconduction de formules politiques dont

on a mesuré dans un passé récent toutes les limites ». Il voit à ce dépassement « une double condition » :

1. Il s'agit d'abord de « construire [...] une perspective de changement à gauche », « une entente progressiste à vocation majoritaire, sur la base d'un renouvellement visible des composantes, des idées et des formes de ce rassemblement ». Cette démarche inclut à l'évidence le Parti socialiste, car ce serait en effet lui faire un cadeau que de lui abandonner le monopole de la vocation gouvernementale, pour jouer le rôle d'un simple lobby au nom du mouvement social.

2. Mais la gauche en France serait grosse de deux traditions distinctes, parfois complémentaires, souvent conflictuelles : celle du réformisme (socialiste) et celle qui incarnerait une réelle volonté de transformation sociale, comprenant notamment le Parti communiste. Il faudrait donc que la nouvelle union, si elle voyait le jour, soit équilibrée. Ce qui veut dire, en clair, créer un rapport de force face à un Parti socialiste dominant. À ce rapport de force, le Parti communiste ne saurait à lui seul suffire. Dans la perspective de « l'entente progressiste », Guy Hermier souligne donc « l'existence, au sein du progressisme français d'un courant de radicalité sociale [...] profondément pluriel [qui] s'exprime dans tous les domaines, sous des formes multiples. Organisations politiques – du Parti communiste aux Verts –, élus, syndicalistes, associations comme AC!, Dal, ATD quart-monde, Ras l'front, mutualistes, mouvements féministes, tiers-mondistes, culturels, représentants des sans-papiers », qui « tous disent à leur manière, leur exigence de formes sociales radicalement autres ». « Ne gâchons pas, conclut Hermier, la

chance [...] de faire émerger dans la vie politique française une convergence des forces de sensibilité radicale, dont l'élection législative partielle de Gardanne a montré la pertinence et l'efficacité ». C'est ce que d'autres contributions, comme l'interview de Roger Martelli publiée dans *Le Monde*, appellent « pôle de radicalité ».

Revenons sur ces deux points.

1. Oui, face à la crise, à la droite libérale et à la menace montante de l'extrême droite fasciste, une nouvelle union à gauche est nécessaire. Tous les partis se réclamant des exploités, des opprimés, des exclus, sont concernés, sans aucune exclusive *a priori*. Mais, quel que soit son nom de baptême, une telle unité n'a de sens que s'il existe un accord, minimum mais ferme, sur le contenu nécessaire pour amorcer un changement de cap. Une majorité qui se déchirerait dès le lendemain d'une élection sur les premières mesures à prendre contre le chômage et pour la protection sociale, sur les critères de convergence et la monnaie unique, sur de nouveaux charters Cresson contre les sans-papiers, ne ferait qu'accroître le désarroi et accumuler les rancœurs. Il existe dans le passé récent, de l'opposition à la guerre du Golfe aux revendications de décembre 1995, en passant par le « non » de gauche à Maastricht ou le soutien aux sans-papiers, des éléments solides pour une telle entente. Il existe aussi dans les documents de congrès du PCF, dans les documents des Verts, dans les dix points proposés par la Ligue, une série de propositions pouvant déboucher sur un accord. Pour l'heure, force est de constater, en dépit d'inflexions récentes, que le Parti socialiste ne se situe pas dans une telle perspective. On peut le regretter, mais le fait est qu'il a été un ardent va-t-en-guerre dans le Golfe, un fer-

vent défenseur du « oui » inconditionnel à Maastricht, un pionnier des mesures anti-immigrés, et un prudent observateur des mouvements de décembre. On peut le regretter et souhaiter le voir changer, mais on ne peut attendre son bon vouloir. Que ceux qui ont déjà un minimum d'accords se rassemblent pour porter leurs propositions devant les citoyens et si possible pour préparer ensemble le premier tour des élections de 1998, ce qui n'empêcherait pas un accord de désistement électoral de toute la gauche au second tour contre les candidats de droite.

Dans sa tribune, Guy Hermier affirme à juste titre la nécessité de « rendre la politique aux citoyens ». Cela signifie que « l'entente progressiste » qu'il envisage « exige un débat de fond qui ne peut se limiter à un tête à tête des partis traditionnels de la gauche ». Très juste. Il invite toutes les forces de gauche à se rencontrer, « non pour des discussions imprécises ou des effets de tribunes mais pour chercher à définir les bases politiques d'une convergence offensive, les grandes lignes d'une gestion de gauche différente ». Soit. Faisons-le sans tarder avec ceux et celles qui y sont prêts, pour les luttes comme pour la perspective des élections, dans l'esprit de Gardanne. Discutons sérieusement, à tous les niveaux, du

contenu d'un accord, des revendications des mouvements sociaux, de nos propositions respectives sur l'emploi, la citoyenneté, l'Europe.

2. Quant au second point soulevé par Guy Hermier, il est clair qu'une telle dynamique favoriserait une pratique commune et des liens de confiance réciproque, propices au « rapprochement des forces attachées à une transformation sociale effective ». Ce serait une bonne chose. Mais disons clairement quel serait à nos yeux l'enjeu à terme d'un tel rapprochement. Appelons un chat un chat. Il s'agit bel et bien d'ouvrir la perspective d'un nouveau parti, ayant réellement tiré les leçons des catastrophes staliniennes et des capitulations social-démocrates, capable d'assimiler l'apport des nouveaux mouvements sociaux.

On peut parfaitement comprendre que des militants ou dirigeants communistes puissent penser que le Parti communiste rénové serait le point d'aboutissement naturel d'une telle convergence. Il suffit de relire l'énumération de forces et courants cités par Guy Hermier pour constater que tel n'est pas le cas. Un nouveau parti devrait faire la synthèse entre ce qu'il y a de meilleur dans l'héritage communiste originel, et dont la Ligue reste fière, et l'apport de courants syndicaux, associatifs,

sociaux venant d'autres expériences et traditions. Bien sûr, une fois l'objectif défini, le chemin reste long et difficile. Il y aura des désaccords, des malentendus, des avancées et des reculs. Il faudra de la clarté, de la volonté, et de la patience. Sur cette voie escarpée, nous aurons sans doute à expérimenter des formes intermédiaires respectueuses de l'identité de chacun : pôle, convergence, front..., peu importe le nom, dès lors que l'horizon est clair. Car la lutte de classe est bien une lutte, souvent impitoyable. La politique est un combat, des rapports de forces, donc des forces organisées, des partis, même s'il est nécessaire (faisons-le) d'en rediscuter, à la lumière d'expériences trop souvent malheureuses, la conception, le fonctionnement, le régime démocratique, le rapport aux mouvements sociaux.

L'enjeu est énorme. Nous traversons une crise de civilisation, une mutation vers l'inconnu, où la barbarie peut l'emporter sous des formes encore inédites. Il faut tâcher d'être à la hauteur. En recherchant l'unité la plus large sur un plan d'urgence pour les prochaines luttes et échéances électorales. En traçant en même temps la voie d'un nouveau parti.

Rouge n° 1707, 14 novembre 1996